



**PRÉFET
DES DEUX-SÈVRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale de l'Emploi,
du Travail, des Solidarités et de la
Protection des Populations**

Service Environnement Biologique
30, rue de l'Hôtel de Ville
CS58434
79024 Niort

Niort, le 15/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GILLES VERONIQUE

2, route de l'Absie
79240 Largeasse

Références : [2025-03372](#)

Code AIOT : 0057900421

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/11/2025 dans l'établissement GILLES VERONIQUE implanté 2, route de l'Absie 79240 Largeasse. L'inspection a été annoncée le 24/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GILLES VERONIQUE
- 2, route de l'Absie 79240 Largeasse
- Code AIOT : 0057900421
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Exploitation avicole connue au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement sous le régime de l'enregistrement (arrêté préfectoral n° 3348 du 16/03/2000).

En raison de la situation sanitaire non stabilisée et de l'implantation de l'élevage dans la zone réglementée en lien avec l'influenza aviaire hautement pathogène, l'inspection s'est restreinte à un contrôle documentaire sans pénétrer sur le site d'élevage.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Moyens de lutte contre l'incendie et affichage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Installations électriques et plan	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Déchets et	Arrêté Ministériel du	Demande de justificatif à	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	sous-produits animaux	27/12/2013, article 34-35	l'exploitant	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Exploitation de l'installation	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3	Sans objet
2	Recensement des risques	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8	Sans objet
6	Lutte contre les rongeurs	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Quelques points sont à améliorer, la conservation des justificatifs d'élimination des déchets et le suivi de la visite de vérification des installations électriques.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Exploitation de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3
Thème(s) : Élevage, Conformité à la demande d'enregistrement
Prescription contrôlée : L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'enregistrement.
Constats : L'exploitation GILLES Véronique bénéficie de l'arrêté préfectoral n° 3348 du 16 mars 2000 pour 62235 animaux-équivalents volailles. Lors de cette inspection, l'exploitante a indiqué que son exploitation n'avait jamais produit les effectifs indiqués sur l'arrêté. En effet, le projet autorisé consistait en la construction de 2 bâtiments supplémentaires. Ces bâtiments n'ont jamais été construits, l'arrêté préfectoral est devenu caduc. L'exploitation a continué à fonctionner (sans information auprès de l'inspection des installations classées) avec un seul bâtiment d'élevage bénéficiant à l'origine d'un récépissé de déclaration n° 1083/87 du 22 septembre 1987 pour 15 000 volailles en présence simultanée et d'une prise de note du 26 février 1997 pour 22 500 animaux-équivalents. Actuellement l'exploitante déclare élever 21 850 animaux-équivalents. Afin de régulariser la situation administrative de son installation, il a été indiqué à l'exploitante de réaliser une déclaration de modification des effectifs de son installation via la téléprocédure, prenant en compte les effectifs réellement exploités. L'exploitante a réalisé la déclaration de modification le jour même (preuve de dépôt n° A-5-DSNHGUYI6).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Recensement des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8
--

Thème(s) : Risques accidentels, Localisation des risques
Prescription contrôlée : L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui en raison de la présence de gaz (notamment en vue de chauffage) ou de liquides inflammables sont susceptibles de prendre feu ou de conduire à une explosion.
Constats : Présence d'un plan de biosécurité localisant le stockage de gaz.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie et affichage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte incendie
Prescription contrôlée : L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre. A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances. La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Ces moyens sont complétés : - s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ; - par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques. (...) Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur. (...)
Constats : Présence d'une bouche incendie et d'une réserve d'eau naturelle d'un stockage supérieur à 120 m ³ implantée à moins de 200 mètres. Présence d'extincteurs selon les dires de l'exploitant dont la vérification a été réalisée il y a moins d'un an.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Transmettre le justificatif de vérification des extincteurs ou une photographie des extincteurs sur lequel figurent les dates de vérifications.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Installations électriques et plan

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations
Prescription contrôlée :

<p>Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, les éléments justifiant que ses installations électriques (...) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans, ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.</p> <p>(...)</p>
<p>Constats :</p> <p>Pas de salarié.</p> <p>Présentation de l'attestation de vérification des installations électriques réalisée le 19/06/2020.</p> <p>Absence d'intervention en 2025.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Faire réaliser la vérification des installations électriques et transmettre le justificatif.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 5 : Déchets et sous-produits animaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34-35</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Stockage et élimination déchets et sous-produits animaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets de l'exploitation, et notamment les emballages et les déchets de soins vétérinaires, sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques (prévention des envols, des infiltrations dans le sol et des odeurs, etc.) pour les populations avoisinantes humaines et animales et l'environnement. En vue de leur enlèvement, les animaux morts de petite taille (comme les porcelets ou les volailles par exemple) sont placés dans des conteneurs étanches et fermés, de manipulation facile par un moyen mécanique, disposés sur un emplacement séparé de toute autre activité et réservé à cet usage. Dans l'attente de leur enlèvement, quand celui-ci est différé, sauf mortalité exceptionnelle, ils sont stockés dans un conteneur fermé et étanche, à température négative destiné à ce seul usage et identifié. Les animaux de grande taille morts sur le site sont stockés avant leur enlèvement par l'équarrisseur sur un emplacement facile à nettoyer et à désinfecter, et accessible à l'équarrisseur. Les bons d'enlèvements d'équarrissage sont tenus à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.</p> <p>Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont régulièrement éliminés dans des installations réglementées conformément au code de l'environnement. Les animaux morts sont évacués ou éliminés conformément au code rural et de la pêche maritime. Les médicaments vétérinaires non utilisés sont éliminés par l'intermédiaire d'un circuit de collecte spécialisé, faisant l'objet de bordereaux d'enlèvement, ces derniers étant tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées. Toute élimination de médicaments vétérinaires non utilisés par épandage, compostage ou méthanisation est interdite. Tout brûlage à l'air libre de déchets, à l'exception des déchets verts lorsque leur brûlage est autorisé par arrêté préfectoral, de cadavres ou de sous-produits animaux est interdit.</p>
<p>Constats :</p> <p>Déchets d'emballage plastiques transportés régulièrement à la déchetterie. L'exploitant précise qu'il ne stocke pas de produits de nettoyage et de désinfection dans l'installation. Les produits sont utilisés au fur et à mesure des besoins et éliminés dès l'utilisation.</p> <p>Ficelles reprises par la coopérative. L'exploitant dit ne pas prendre les bons qui lui sont remis.</p> <p>Utilisation d'un congélateur localisé dans un hangar pour le stockage des volailles mortes en</p>

<p>attente du passage de l'équarrisseur. Utilisation d'un bac d'équarrissage déposé sur un emplacement séparé. Absence de mise à disposition d'un bon d'enlèvement équarrissage.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Transmettre un bon d'enlèvement des ficelles lors de la prochaine collecte par la coopérative. Transmettre le dernier bon d'enlèvement équarrissage.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 6 : Lutte contre les rongeurs

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10</p>
<p>Thème(s) : Élevage, Dératisation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>(...) Toutes dispositions sont prises aussi souvent que nécessaire pour empêcher la prolifération (...) des rongeurs, ainsi que pour en assurer la destruction.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dératisation effectuée par l'exploitante. Présence d'un plan de dépôt des appâts.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>